

FRANCE

PRÉSIDENTIELLE

24 pages, 12 millions d'exemplaires, distribution assurée par les militants et des prestataires de service, « **MON ENGAGEMENT POUR LA FRANCE** », le programme de Jacques Chirac, a été présenté, jeudi

14 mars, par Roselyne Bachelot au QG de campagne du candidat. Dès vendredi, ce programme sera **RELAYÉ** par les interventions de **QUARANTE ORATEURS** de la droite dans dix-sept grandes villes.

« *C'est la marque de Jacques Chirac* », se félicite Michèle Alliot-Marie. En préambule, le candidat déclare : « *La France est sur la MAUVAISE PENTE.* » Il la juge « *moins sûre, moins active, moins forte, moins juste,*

moins moderne ». Alors qu'en 1995, il avait placé sa campagne sous le signe de l'emploi et de la « **FRAC-TURE SOCIALE** », M. Chirac fait de la lutte contre l'**IN-SÉCURITÉ** le thème numéro 1 de sa campagne.

Jacques Chirac diffuse son programme à 12 millions d'exemplaires

Le président-candidat a rendu public, jeudi 14 mars, son « Engagement pour la France ». Ce document de vingt-quatre pages sera promu vendredi par quarante orateurs de l'opposition dans dix-sept grandes villes. Le chef de l'Etat prend ainsi de vitesse Lionel Jospin, qui présentera son projet lundi

TOUT LE MONDE sur le pont ! Quarante orateurs nationaux devaient présenter simultanément, vendredi 15 mars, dans dix-sept grandes villes, le programme de Jacques Chirac. Nicolas Sarkozy a été requis pour l'Île-de-France, Alain Juppé à Bordeaux, Philippe Douste-Blazy à Toulouse, François Fillon à Nantes, Jean-Pierre Raffarin à Poitiers, Michèle Alliot-Marie à Strasbourg, Jean-Claude Gaudin à Marseille, Antoine Rufenacht, le directeur de campagne, à Rouen. « *Cette présentation décentralisée, en une seule journée, dans les capitales régionales, c'est la marque de Jacques Chirac* », a commenté la présidente du RPR, jeudi 14 mars, lors d'un déplacement à Dole (Jura).

L'opération témoigne en tout cas de la persistance de la puissance de feu du camp chiracien. Le président-candidat a lui-même signé le bon à tirer de sa plaquette, *Mon Engagement pour la France*, mercredi 13 mars, peu après sa rencontre, à son QG de campagne, avec quelque cinq cents responsa-

bles de l'opposition. Lors d'une ultime relecture, M. Chirac a corrigé quelques mots, rectifié des titres.

Le document avait été soumis, en fin de semaine dernière, à quelques-uns des principaux responsables de l'opposition chargés de le présenter. Dû pour une bonne part à la plume de Pierre-François Mourier, directeur des études du RPR et responsable de la « *déclinaison du projet* » au sein de l'état-major de campagne, il a fait l'objet d'une mise en forme définitive à l'Elysée, au cours du week-end, sous l'autorité de Philippe Bas, secrétaire général adjoint de la présidence de la République.

« UNE FRANCE DU RESPECT »

Au final, c'est une brochure de 24 pages, en format de poche, tirée à 12 millions d'exemplaires, que Roselyne Bachelot, la porte-parole du candidat, a pu présenter à la presse, jeudi 14 mars, soit quatre jours avant que Lionel Jospin présente son propre projet. « *C'est un outil militant pour les semaines à*

venir », résume sobrement M. Rufenacht. Le président y apparaît en couverture, souriant, bronzé, plus jeune qu'aujourd'hui, serrant des mains lors d'un bain de foule.

« *Je crois en la France. Une France sûre, ouverte, généreuse, une France du respect* », écrit M. Chirac au tout début de ce texte. Dès le deuxième paragraphe, le candidat attaque : « *Devant nous, il y a des choix importants, dont certains trop longtemps différés ; il y a des décisions capitales, qui n'ont pas été prises depuis cinq ans.* » Puis le président souhaite « *rendre compte* » de son mandat. Il met notamment à son actif la « *politique de fermeté* » qu'il a fait appliquer en matière de sécurité « *entre 1995 et 1997* » ; la professionnalisation des armées ; le plan de réduction de l'impôt sur le revenu « *en 1996* » ; « *les décisions difficiles qui ont permis la naissance de l'euro* ». Le président conclut en faisant allusion à la dissolution de l'Assemblée nationale en 1997 : « *J'ai toujours respecté*

vosre volonté, même quand elle ne répondait pas à mes vœux (...). Je n'ai pu accomplir tout ce que j'espérais, mais je reviens vers vous sûr d'avoir agi en conscience pour servir l'intérêt national. »

En 1997, en effet, la gauche plurielle s'est invitée dans le septennat. Aussi, l'argumentaire chiracien prend-t-il le contre-pied, point par point, des cinq engagements du candidat socialiste, M. Jospin. « *La France est moins sûre* » : un crime ou délit « *toutes les sept secondes* ». Elle est « *moins active, moins forte, moins juste, moins moderne* ». Elle est « *sur la mauvaise pente* ». Dans l'ordre inverse de son slogan de campagne, le président-candidat en vient alors à synthétiser ses propositions, « *la France ensemble, la France en grand* », telles qu'il a pu les développer au cours du premier mois de sa campagne : la sécurité d'abord, les retraites, la famille, l'éducation, la réforme de l'Etat, la baisse des charges et des impôts, l'Europe.

Sensible aux thèses parfois contradictoires que défendent ses partisans, M. Chirac veille à tenir l'équilibre. C'est ainsi que, parmi ses « *engagements* », il veut désormais « *maintenir les procureurs sous l'autorité du garde des sceaux* ». Il n'a pas retenu, en revanche, l'idée de certains élus RPR de suspendre le versement des allocations familiales aux parents d'enfants délinquants. Toute juste évoque-t-il des « *sanctions financières* » qui seraient prononcées par un magistrat. Il se contente aussi de laisser les maires « *présider* » les conseils locaux de sécurité. Dans un souci de consensus, il retient la proposition de Pierre Méhaignerie, député (UDF) d'Ille-et-Vilaine, d'« *inscrire dans la Constitution le droit à l'expérimentation pour les collectivités locales* ». Enfin, s'il est réélu, M. Chirac demandera aux Français « *d'élire en juin prochain une majorité de députés qui s'engageront à soutenir [son] action* ».

Selon l'un des rédacteurs du

document, celui-ci profite bien sûr de la réflexion programmatique engagée depuis un an au RPR, puis au sein de l'Union en mouvement (UEM). Mais il y a eu des ajouts propres au chef de l'Etat, le principal d'entre eux étant la réforme du statut pénal du président de la République. « *La ligne raisonnable et modérée que nous avons choisie a été retenue* », a affirmé au Monde M. Fillon, principal auteur du texte, « *Notre vision pour la France* », adopté par l'UEM et hostile à la ligne qu'il juge « *droitière* » défendue par M. Sarkozy. L'un des principaux conseillers de M. Chirac pour sa campagne présidentielle de 1995, Alain Madelin, a estimé de son côté, jeudi 14 mars sur France 3, que les propositions du président « *sont très tièdes, très en retard par rapport aux réformes qu'il faudrait faire, très en retrait par rapport à ce que nous disions ensemble autrefois* ».

**Yves Bordenave
et Jean-Louis Saux**